

CIBLE

Tchad

Dans l'opposition comme dans la majorité, les principaux responsables politiques ont approuvé la réaction française face à l'aggravation de la situation au Tchad.

Quelle que soit l'évolution de la situation militaire après le bombardement de la piste de N'Djaména, l'engagement nécessaire de la France au Tchad renvoie à un problème de politique française presque immédiat.

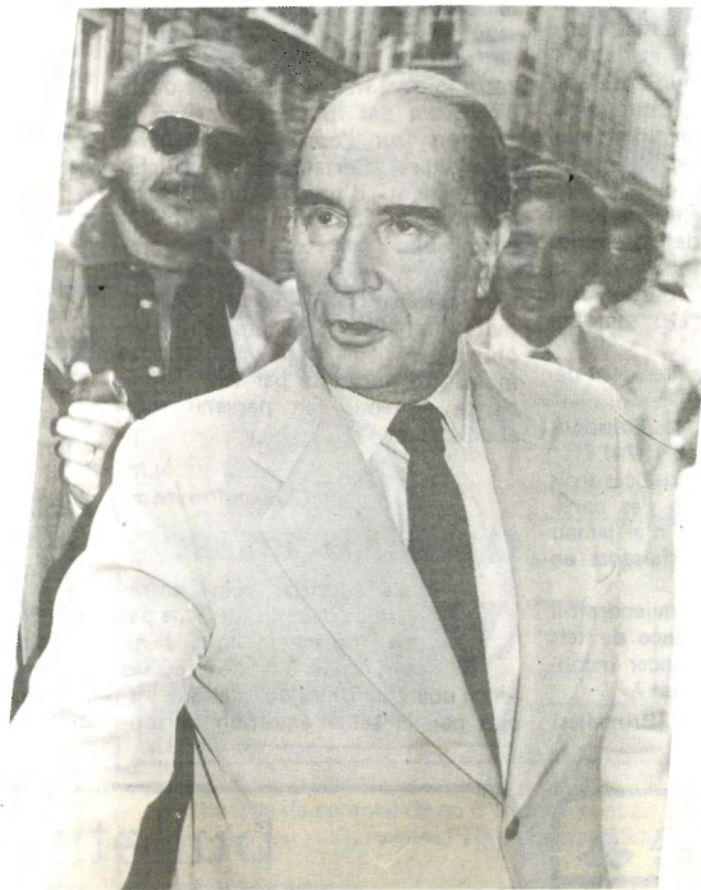
On ne saurait, en effet, se contenter de relever, dans les déclarations de l'opposition, un nouvel exemple du consensus en matière de politique étrangère, et d'y trouver un élément rassurant quant à la future cohabitation.

Si la rapidité de la riposte militaire tient à l'unité de décision, donc au pouvoir d'un président qui a l'expérience des affaires, qu'advient-il si le gouvernement, après 1986, en venait à disputer au chef de l'Etat ses prérogatives diplomatiques et militaires ?

En pareil cas, il y a tout lieu de craindre que les décisions cruciales seraient retardées, et qu'une part essentielle de notre activité diplomatique se trouverait paralysée. Le jeu de la France peut-il faire les frais des stratégies personnelles et partisans, qui ne s'appuient même plus sur des projets ou des programmes cohérents ?

1981 - 1986

La révolution tranquille ?



Interrogation

**Quel avenir
pour la gauche ?**

(p. 3)

1789

**Entretien avec
François Furet**

(p. 6-7)

Débat sur les institutions

SUR LE QUINQUENNAT

J'ai lu avec le plus grand intérêt votre éditorial dans le numéro 441 de «Royaliste», et votre condamnation de l'idée du quinquennat présidentiel. Je partage totalement votre analyse et vous félicite de la défendre avec autant de force que de talent. Je voudrais y ajouter quelques réflexions personnelles, et j'incline à penser que mon opinion est celle de beaucoup de Belges.

Si le projet de quinquennat a pour but d'établir une coïncidence entre les mandats du Président et de l'Assemblée Nationale, pour que ces deux mandats aient les mêmes points de départ et d'arrivée (car sinon, quel sens aurait cette réforme), je pose les questions suivantes :

1/ comment le Président exerce-t-il le droit de dissolution de l'assemblée ou, plus exactement, quelle est la conséquence d'une dissolution sur son propre mandat (10 octobre 1962) ?

2/ Que se passe-t-il si le Président démissionne (28 avril 1969) ?

3/ Que se passe-t-il si le Président meurt en fonction (2 avril 1974) ?

Chaque fois que j'ai posé ces trois questions élémentaires à des partisans du quinquennat, je n'ai jamais obtenu de réponse, satisfaisante en tous cas.

Et pourtant, ne conviendrait-il pas de résoudre à l'avance de tels problèmes avant de se lancer inconsidérément dans l'entreprise ?

R.F. (Bruxelles)

MONARQUE

La constitution de la Vème République qui a reçu l'adhésion des Français, contraint les Présidents successifs à se comporter comme des monarques ! Dès lors, pourquoi ne pas envisager la venue d'un monarque qui, à défaut d'être républicain, serait authentiquement et irrémédiablement démocrate ? Cela aurait, à mon sens l'avantage d'établir un lien étroit et salutaire entre l'ancien et le «nouveau» régime pour le plus grand bien de tous les Français (...) Ceci dit votre journal m'intéresse bien que ne partageant pas toutes vos prises de position (sur l'école dite, abusivement, libre). Certains de vos articles mériteraient d'utiliser un langage moins sophistiqué afin de les rendre assimilables par tous ! Ne croyez-vous pas qu'une tribune régulière consacrée au Courrier des lecteurs serait utile ? Malgré toutes ces observations je n'en demeure pas moins très intéressé par votre expérience et vous fait parvenir mon abonnement.

N.M.
(Aix-en-Provence)

Votre éditorial «Une entreprise de démolition», me paraît trop schématique. Je ne pense pas que l'on puisse écrire que «par un calcul tactique inspiré par la seule ambition person-

nelle», MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing veulent entreprendre une démolition des institutions actuelles.

(...) M. Barre, en voulant lier le sort du Président à celui de la majorité parlementaire n'a rien compris à ce qu'est un chef d'Etat. Il est en bonne compagnie puisque M. Fabius est dans le même cas. M. Chirac a sans doute raison puisqu'aussi bien il a dit tout et le contraire. La position de M. Giscard d'Estaing ne doit pas être méprisée d'une phrase dans la mesure où elle exprime l'ambiguïté des institutions actuelles : le Président élu pour sept ans sur ses propositions - du moins le croit-il - doit-il ou non entériner un programme différent choisi démocratiquement lors d'élections législatives ultérieures.

M. Giscard d'Estaing répond oui. Le régime actuel ne permet guère d'autre réponse. En conclure que cela réduit à rien la fonction présidentielle est inexact.

Certains choix concernent l'essence même de la communauté française : sauvegarde des libertés fondamentales, respect des institutions, indépendance nationale et son corollaire, la politique de Défense.

Il appartient au Président de les

faire respecter même s'il avait jadis professé des opinions différentes : cette continuité depuis 1958 dans la sauvegarde de l'essentiel prouve que les institutions actuelles permettent de retrouver ou tout au moins d'approcher ce qui faisait la force de la tradition monarchique.

Pour le reste, les options sont contingentes : le Président peut faire connaître ses solutions en matière de nationalisations, d'audio-visuel, de fiscalité... S'il ne convainc pas les Français de leur bien fondé, il lui faut composer par respect de la démocratie.

La conclusion s'impose : M. Mitterrand fut élu parce que, mieux que d'autres, il avait saisi ce que doit être, dans son épaisseur historique, un vrai chef de l'Etat. Mais croire ou faire croire que nous acceptions dans le même temps les 110 propositions socialistes est naïf ou malhonnête.

N'est-il pas urgent, ainsi que le rappelle Jacques Julliard dans l'«Enjeu» du mois de janvier de «dissocier progressivement et partiellement la désignation des gouvernants et la formulation des objectifs».

P.N. (Saint-Cloud)

IDENTITE ROYALISTE

La décision de la N.A.R. de présenter une liste indépendante aux prochaines législatives, en Maine-et-Loire, m'a agréablement surpris. Chaque royaliste est conscient du prix d'une telle initiative qui, quelles que soient ses préférences politiques, a le mérite de

s'affirmer royaliste. Mieux vaut revendiquer son identité royaliste de manière indépendante, quitte ensuite à faire l'appoint des voix de gauche, si tel est le souhait de la N.A.R., qu'à l'inverse, se diluer dans des listes socialistes, en perdant son «drapeau».

D.C. (Metz)

royaliste ♦

SOMMAIRE :
p. 2 : Débat sur les institutions - p. 3 : La recherche d'une troisième voie - La gauche interroge l'avenir - p. 4 : Des élections pour quoi faire ? Qui décide ? - p. 5 : La volte-face américaine - pp. 6-7 : Entretien avec F. Furet - p. 8 : De Bouddha à Wotan - p. 10 : La Goutte d'Or - La fête des Anes - p. 12 : Editorial.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57

Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Économie La recherche d'une troisième voie

Intéressante. Telles sont certainement les déclarations du Premier ministre à notre confrère «Les Echos» (1). Mais aussi, à certains égards ambigües.

«**T**roublantes» même, si l'on s'en rapport à certaines réponses données aux questions du quotidien économique. M. Fabius définit ainsi la politique de la précédente majorité : «inflation forte; déséquilibre du commerce extérieur; dépréciations successives du franc». A contrario son «système» à lui c'est : «inflation faible, amélioration de la compétitivité des entreprises..., rééquilibrage des comptes extérieurs. Qui peut se dresser contre un tel objectif ? Cela paraît marqué au coin du bon sens. Mais le Premier ministre ne se laisse-t-il pas entraîner lorsqu'il déclare «notre triangle économique s'appelle désinflation-compétitivité-franc fort» ? On se croirait en présence du pro-

n'est-ce pas se situer par rapport au libéralisme ambiant ? On accordera au Premier ministre que sur certains points il a été un meilleur gestionnaire que ses prédécesseurs, mais est-ce suffisant ?

D'autant plus que, et c'est la partie la plus convaincante de son entretien, M. Fabius assigne à sa politique des objectifs ambitieux qui pourraient la distinguer des propositions soit floues, soit «revanchardes» de l'opposition de droite. Ainsi, critiquant l'idéologisme de ses adversaires, il déclare : «...modernisation économique et modernisation sociale doivent aller de pair - les entreprises qui réussissent... sont celles qui savent conjuguer les deux...» Et aussi : «je suis pour une économie mix-



gramme de M. Pinay ! D'autant que, constatant la persistance du déficit de notre balance commerciale, M. Fabius n'insiste guère sur le fait que le dit déficit dévoile le maintien des faiblesses structurelles de notre appareil productif.

De même, à propos du chômage, lorsqu'il reconnaît que le nombre d'emplois a diminué de 400.000 entre 1980 et 1984, L. Fabius croit habile d'ajouter que «dans le même temps, cette diminution était supérieure à un million d'emplois en RFA et en Grande-Bretagne». Là encore,

avec une majorité d'entreprises privées et une minorité d'entreprises publiques».

A travers ces déclarations, on sent la recherche, trop vague en l'état actuel des choses, mais après tout assez gaullienne, d'une «troisième voie», hors du socialisme étatique et du libéralisme sauvage. Mais pour servir une si noble ambition, M. Fabius peut-il se contenter d'être un bon gestionnaire ?

Alain SOLARI

(1) 12 février 1986.

Boule de cristal La gauche interroge l'avenir

En marge des meetings et des «petites phrases», la gauche multiplie les colloques où elle s'interroge sur son identité et son devenir.

Parmi les derniers en date, les journées de l'Association d'étude des réalités institutionnelles et politiques consacrées aux enjeux de mars 86, la table-ronde de la revue «Critique socialiste» sur l'autogestion et surtout la très fructueuse rencontre du Club Maintenant et Demain autour de «l'avenir de la gauche».

Cette structure de réflexion, animée par Georges Sarre, a convié le 9 février de nombreuses personnalités à ses travaux. Une certitude : l'Union de la gauche est morte et ne ressuscitera plus. De multiples questions : — Quelle nouvelle stratégie adopter ? — Comment encadrer cet électorat populaire qui a déserté le P.C.F. et que les limites de la politique gouvernementale troublent ? — De quelle façon répondre à la crise du militantisme et à la faible représentation des petits et moyens salariés au sein du P.S. ? Max Gallo porte l'attention sur la régression idéologique de la gauche.

La première réponse est d'écarter les fausses solutions : la constitution d'une force social-démocrate est séduisante, mais ne correspond pas à la tradition syndicale française. L'idée d'un parti démocrate à l'américaine est intéressante, mais la gauche ne veut pas perdre son âme en devenant une machine électorale. La stratégie de Troisième force, réunissant centristes de droite et de gauche, a toujours échoué sur la logique bi-polaire des modes de scrutin.

Les perspectives d'avenir doivent partir des réalités présentes : le P.S. est devenu LE parti de la gauche, ayant capacité à occuper un espace électoral de 35%, selon Jean Le Garrec. Un P.S. dont Gilles Martinet souhaite qu'il «révise» ses positions. Georges Sarre en appelle à une transformation du parti, afin qu'il accepte en son sein la sensibilité communiste qui ne se reconnaît plus dans le P.C.F. Henri Fizbin approuve, mais Pierre Joxe juge plus utile la suppression des courants, facteur de «sclérose».

Quoi qu'il en soit, un P.S. rénové ne peut être majoritaire à lui seul.

Jean-Pierre Chevènement surmonte le handicap en proposant la formation d'une «alliance pour le progrès», large «confédération» rassemblant autour du chef de l'Etat, gaullistes de gauche, démocrates-chrétiens et radicaux socialistes.



Georges Sarre, animateur de «Maintenant et demain»

Si la recomposition stratégique va bon train, la recomposition idéologique est plus pauvre et se résume en une phrase : faut-il relire «le droit à la paresse» de Lafargue, comme y invite un membre du bureau exécutif du P.S., ou bien adopter la formule d'Auguste Comte «Ordre et Progrès», très prisée par Chevènement ?

En d'autres lieux, on sourit de ce dilemme un peu ringard et l'on souligne que la gauche traditionnelle s'enlise dans des modèles dépassés. Ce sont les efforts de l'économiste Alain Lipietz et de ses amis pour favoriser l'émergence d'une «mouvance alternative» selon l'exemple allemand. L'ambition est de constituer «le grand mouvement progressiste du XXIème siècle». Les valeurs de ce «nouveau paradigme» : écologie, auto-organisation, convivialité...

On peut se demander dans quelle mesure ces idées «de gauche» peuvent encore féconder l'avenir de la Gauche institutionnelle. L'après-mars sera instructif à cet égard.

Emmanuel MOUSSET

Vote et tais-toi ! Des élections pour quoi faire ?

Devant la multiplication des sondages anticipant les résultats, et la pauvreté du débat, la campagne électorale ne mobilise plus que les professionnels. Dans de telles conditions, on peut se demander si les élections ne sont pas devenues secondaires.

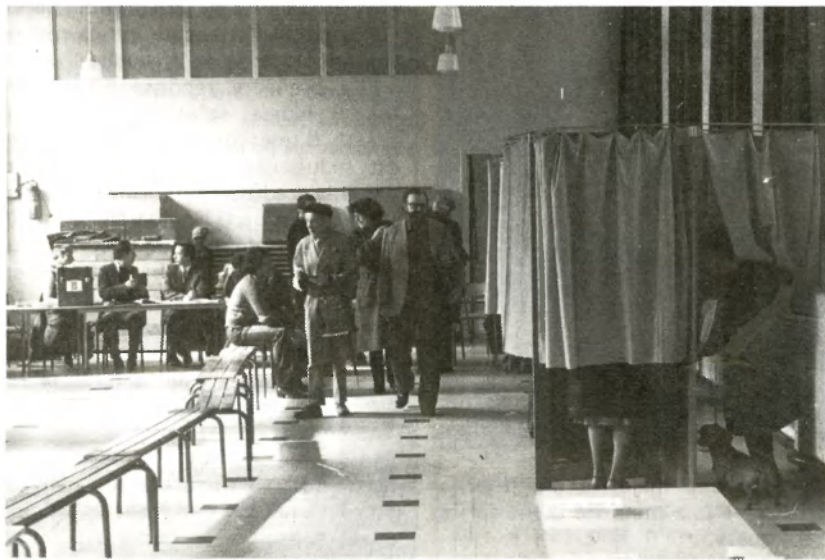
La politique était selon Machiavel, selon de Gaulle, selon tous ceux qui dans l'histoire ont fait des choses que la mémoire retient, l'art de provoquer l'événement avec l'appui d'un peuple. La science économique, la puissance des *media*, les conceptions du couple - tout dans la vie quotidienne et dans l'exercice de la pensée montre que rien n'aboutit sans le consentement, sans la participation de conviction des intéressés, des agents. On ne lutte pas contre l'inflation sans la coopération des consommateurs, on ne perçoit pas en publicité ou en message politique sans avoir d'abord écouté ce qui soucie et enthousiasme le public que l'on veut toucher. La politique est une mobilisation des hommes et des femmes. Le XIX^{ème} siècle trouva que le suffrage universel était le bon moyen : soit ! Mais que devient ce moyen chez nous en ce moment ? Les sondages anticipent depuis deux ans le rapport des forces et des opinions à vérifier au printemps prochain... Le fait que le nouveau scrutin ne soit qu'à un seul tour réduit à rien l'inconnue des désistements et des arrangements par les personnes physiques de ces grandes relations de force et ces proportions dans l'esprit public. On se demande pourquoi l'on vote puisque les élus sont connus d'avance : les candidats se sont bousculés, pas devant l'électeur, mais devant ceux qui numérotent les places et les sièges. Dans de telles conditions, les élections ne servent à rien; elles empêchent même - paradoxe - la poursuite sereine de politiques difficiles telles qu'elles sont menées depuis juin 1982; elles vont mettre à mal une monnaie qui s'était redressée depuis deux ans et que l'on ne discute toujours pas tant le maintien de nos axes en politique économique et sociale demeure crédible malgré la proximité du scrutin; elles ne mobilisent que les professionnels, à peine les candidats quand ceux-ci sont au bas bout de la liste, et bien peu les

électeurs puisque tout serait joué d'avance. Comme l'opposition - qui à juste titre ne veut pas se faire appeler la droite puisqu'elle n'en est que la déformation extrémiste et simpliste - a préféré suivre et légitimer tous les mécontentements que provoque un Etat dès que l'on tente d'en faire l'instrument du changement, elle n'a donc aucun programme. Bizarrement, on ne dispute que sur le fonctionnement éventuel des institutions, pas du tout sur les urgences françaises. Les élections sont une occasion de conquête de certaines places, pas du tout d'une réflexion collective sur notre destin.

La fonction royale - telle qu'implicitement la rappela de Gaulle dans sa conférence de janvier 1964 - est

précisément de pourvoir à ces grandes nominations. Les élections sont une forme de participation à la gestion et à l'orientation; elles ne sont pas une façon de contraindre les nominations. C'est parce qu'elles sont déviées aujourd'hui que l'on assiste à ces comportements honteux : les rats quittant le navire et désignant donc d'avance les places qui seraient à la discrétion de l'opposition. Une des formes de la continuité nationale c'est précisément l'indépendance du pouvoir de nomination. Le peuple a à choisir ses délégués : ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le chef de l'Etat a à choisir ses représentants et ses ministres, à commencer par le Premier d'entre ces derniers; ce serait encore davantage le cas avec le roi, puisque c'est aujourd'hui la grande prétention, même des «cohabitationnistes» que de retirer cette prérogative au président de la République.

Bertrand FESSARD de FOUCAULT



**Concrétisez votre accord :
adhérez à la n.a.r. !**

Politique Qui

L'introduction donnée par François Mitterrand à un choix de ses principaux discours de politique étrangère (1) permet de mieux approcher l'alchimie de la décision en ce domaine.

Si l'on peut critiquer un certain dédain des services ou des agents diplomatiques et en revanche approuver le recours plus diversifié aux «capacités» économiques, stratégiques ou «exotiques», on se rend bien compte que la décision finale ne peut se partager. Avis et conseils inévitablement reflètent l'un ou l'autre des «deux vertiges» entre lesquels hésite le peuple français, celui du repli sur soi et celui de l'oubli de soi, cumulant à l'occasion les inconvénients des deux. Et dans la réalité du quotidien, la tâche difficile de ceux qui dirigent est bien «de mesurer au plus près la part à concéder et la part du refus».

Le chef de l'Etat «plaide» en quelque sorte à ce niveau pour une diplomatie du possible. «Pris dans les contradictions du siècle», sous le signe de Yalta, être grand c'est d'abord les assumer jusqu'au risque de s'y briser : «éternelle dialectique» à l'échelle du monde, entre le particulier et l'universel, l'unique et le solidaire.

«Eternelle» choquera les «Marxistes». Mitterrand se révèle ici plus gaullien que nature, Sisyphe condamné aux allers et retours sans fin du sommet à l'abîme, de l'empire à l'effacement. Thèse, antithèse, synthèse qui redevient thèse, et ainsi de suite. Peut-on sortir conceptuellement d'une telle forme de représentation de l'action humaine et de l'histoire à deux termes ? Le troisième n'étant issu que des deux et constituant le premier des deux. N'est-ce pas la faiblesse congénitale de l'idée européenne d'être formulée toujours par rapport aux deux grands ? Même chose du «tiers monde». Peut-on échapper au dualisme fondamental ?

Le président a montré qu'il n'était pas chiche d'initiatives positives, originales, c'est-à-dire qui transcendent les éternels dilemmes. Comment ? Il indique une piste dans son texte : il

1789 en

MARX, BOURGEOI

Royaliste : Dans votre livre sur la gauche et la Révolution au 19ème siècle, vous dites que la Révolution française a bien sûr opposé la gauche et la droite, mais aussi divisé la gauche elle-même...

François Furet : Il est vrai que les Français, au 19ème siècle, se partagent entre défenseurs de l'Ancien Régime et admirateurs de la Révolution. Mais la situation est en réalité beaucoup plus compliquée parce que la tradition démocratique française, telle qu'elle se manifeste de 1789 à 1815, est à la fois libérale et illibérale : elle comporte la monarchie constitutionnelle et la dictature robespierriste, la république parlementaire sous le Directoire et l'Empire napoléonien. Grosso modo, la Révolution française se caractérise par la tentative de fonder la société sur un autre droit que l'ordre naturel ou le droit divin : sur les Droits de l'Homme, sur l'Egalité. Mais cette tentative, loin d'aboutir à un ordre durable et stable, se traduit par une succession presque chaotique de régimes qui ont tous, au 19ème siècle, une descendance : nous retrouvons des bonapartistes, des robespierristes, des monarchistes constitutionnels, des républicains avancés ou conservateurs, etc. Si bien que, en elle-même, la Révolution est un héritage conflictuel, puisque toutes ses phases ne sont pas compatibles entre elles, cet héritage est impossible à penser en termes œcuméniques.

Avec sa « Révolution française » (écrite en collaboration avec Denis Richet)

et son « Penser la Révolution française », dont les thèmes sont familiers à nos lecteurs, François Furet est apparu comme le meilleur historien contemporain de la période révolutionnaire.

Poursuivant ses recherches, il vient de publier et de commenter deux recueils de textes qui concernent les interprétations de la Révolution française au 19ème siècle et les débats qu'elles ont suscités : « Marx et la Révolution française » chez Flammarion et « La gauche et la Révolution au milieu du 19ème siècle » chez Hachette.

Royaliste : Vous placez Edgard Quinet au centre de votre livre. Qui est-il, que dit-il ?

F. Furet : Quinet est un auteur qui a tout pour intriguer. C'est un intellectuel républicain, qui a d'abord été libéral mais qui a rompu avec l'orléanisme parce qu'il a perçu dans ce courant une tentative pour asseoir la liberté moderne sur les intérêts matériels et sur la dépolitisation des masses populaires. La liberté, pour lui, c'est la participation à la vie de la cité. Quinet est d'autre part anti-socialiste parce qu'il pense que le socialisme est la négation de la liberté individuelle, mais il s'oppose également au parti de l'ordre et au Prince-Président et fait partie des exilés du 2 décembre. C'est en exil qu'il écrit son



histoire de la Révolution française, publiée en 1865. Sa thèse est catégoriquement antirobespierriste : pour lui, loin de faire partie de la Révolution, le robespierrisme marque la résurrection de la tradition absolutiste, la restauration du monde politique d'avant 1789. Cette analyse ne pouvait manquer de semer le trouble dans le parti républicain et de provoquer une très vive polémique. Il y a donc bien, au 19ème siècle, débat entre la gauche et la gauche.

Royaliste : Outre cette polémique entre Quinet et les jacobins, vous étudiez les relations entre Quinet et Tocqueville...

F. Furet : Ils sont tout à fait comparables et très différents. Tous deux sortent de la même expérience historique - celle de la 11ème République qui est vécue comme une réédition de la Révolution française. Les grands intellectuels de l'époque ont en effet eu l'impression qu'ils revivaient le cycle révolutionnaire à travers une phase unanimiste (février 1848), une autre néo-jacobine (les journées de juin), puis une phase néo-conservatrice avec un Bonaparte pour terminer. Mais Napoléon 1er a du génie, alors que Napoléon III n'est rien. D'où un sentiment d'humiliation, à l'idée qu'une des plus grandes

nations d'Europe est tombée entre les mains d'un individu louche, parvenu au pouvoir sans qu'aucune circonstance permette d'expliquer sa victoire. Alors que le premier Bonaparte est considéré comme le produit de la politique extérieure de la République, le second est le pur produit de la situation intérieure. La 11ème République interpelle donc les hommes du temps de façon particulièrement douloureuse : devant Napoléon le Petit, il faut tenter de comprendre le déterminisme interne qui fait des Français un peuple soumis à la fois à la Révolution et au despotisme de l'Etat central. Tocqueville et Quinet traitent la même question, qu'ils posent de façon très explicite : quel est le lien secret qui unit dans l'histoire de France le phénomène révolutionnaire et le despotisme bonapartiste ?

Tel est le thème de Quinet dans *La Révolution française* et de Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution*. Le premier a lu le second la plume à la main. Dans les deux ouvrages, l'accusé principal est la monarchie absolue, qui a atomisé la société et rendu les Français peu propres à la liberté. Pour Quinet, Robespierre et Bonaparte se situent dans cette filiation. Pour Tocqueville, la domination de l'Etat administratif

question

SIE, RÉVOLUTION

sur la société a créé les conditions de la Révolution. La différence entre les deux analyses tient au fait que, chez Tocqueville, la monarchie absolue n'est qu'une phase de la monarchie française, qui succède à une époque aristocratique porteuse de liberté, alors que, chez Quinet, toute la monarchie est absolutiste. En outre, ce dernier voit dans la liquidation du protestantisme la nature propre de la monarchie puisque l'individualisme protestant est, selon lui, le précurseur de l'esprit de 1789. En somme, Quinet a une vision pessimiste de l'histoire de France, traversée d'explosions de liberté mais formée par la tradition despotique de la monarchie et de l'église catholique qui a trahi un esprit de liberté d'inspiration essentiellement chrétienne. Pour Tocqueville, lui aussi pessimiste, le rapport entre la société et l'Etat est de nature sociologique - donc beaucoup moins déterminé philosophiquement que chez Quinet.

Royaliste : En même temps que ce livre sur la gauche et la Révolution vous publiez un «Marx et la Révolution française» qui n'est pas sans lien avec le premier puisque Marx a lu les auteurs libéraux. Qu'en a-t-il retenu ?

F. Furet : J'avais envie d'écrire sur Marx depuis longtemps, car il me semble qu'il y a une sorte d'abus de son nom : les histoires marxistes de la Révolution française n'ont pas été écrites par lui, et me paraissent sensiblement différentes des textes qu'il nous a laissés. J'ai donc tenté une synthèse de ce qui pouvait être dit de Marx.

L'essentiel à mes yeux, c'est que Marx a un type de conceptualisation de l'histoire qui le met toujours en porte-à-faux devant un phénomène comme la Révolution française. Marx partage avec les philosophes et les historiens libéraux dans lesquels il a appris l'histoire de France (Constant, Guizot, Thierry, Thiers, etc.) l'idée centrale que la Révolution manifeste l'émergence de la société bourgeoise. Tel est, pour lui comme pour eux, le sens profond de 1789. Aussi Marx se trouve-t-il devant le même problème que Guizot : si la Révolution est l'émergence de la société bourgeoise, elle manifeste l'émergence de quel-

que chose qui s'est produit avant elle. Comme dit Guizot, la Révolution est une déclaration de ce qui s'est passé.

L'ennui de cette interprétation, c'est que la Révolution commence en 1789 ! Si l'on retient l'hypothèse d'une société bourgeoise née le 4 août, dans le cadre de la monarchie constitutionnelle, il est très difficile de comprendre ce qui suit, c'est-à-dire le développement de formes politiques complexes qui constituent l'inventaire des deux siècles à venir. Marx voit très bien cette première difficulté. La seconde, c'est que la société bourgeoise s'affirme partout en Europe sans prendre les formes politiques extraordinaires dont la France fait l'expérience. Autrement dit, c'est ce qui se passe au niveau de l'Etat qu'il importe d'expliquer. Le jeune Marx le sait fort bien puisqu'il voit dans la Révolution française la genèse de l'Etat moderne. Mais, toute sa vie, il ne peut aller plus loin dans son explication de la Révolution française parce qu'il n'a pas de théorie de l'autonomie du politique. Si on «accroche» le politique au social comme le font les libéraux et Marx, si on en fait un produit de la société, il faut encore comprendre comment cette société bourgeoise, identique à elle-même, engendre autant d'Etats différents; comme cette société bourgeoise fabrique à un certain moment, avec Robespierre et Napoléon, des Etats non-bourgeois.

La grandeur de Marx, c'est de comprendre que tel est bien le problème de la Révolution française. Il ne cessera, dans tous ses travaux sur la France, d'essayer de le traiter c'est-à-dire de résoudre l'aporie d'une pluralité de formes politiques par rapport à une même société. Il ira même très loin puisque, dans ses livres sur 1848 et sur Napoléon III, il montrera que l'Etat échappe à la société. Mais, dès lors, comment envisager, dans la théorie de Marx, cet Etat produit par la société bourgeoise pour la servir et cependant complètement indépendant de celle-ci ? Ayant analysé cette contradiction, je suis amené à conclure que, pour Marx, l'histoire idéale est celle de l'Angleterre. A partir de la fin du 17ème siècle, l'Etat anglais est stable, aux mains

d'une oligarchie de marchands et de propriétaires fonciers, et paraît donc plus facile à analyser en termes de réalisation d'intérêts sociaux. Ainsi, l'histoire anglaise présente l'avantage d'une sorte de transparence de l'Etat par rapport à la société. Marx est donc à l'aise en Angleterre pour étudier l'économie et son plus grand livre, *Le Capital*, se fonde essentiellement sur l'histoire anglaise. Mais il faut remarquer que, chaque fois que Marx s'intéresse au politique, c'est sur l'histoire de France qu'il écrit.

Marx vit donc sur deux registres. Quand il essaie de déchiffrer les secrets du social, c'est l'Angleterre qu'il étudie. Quand il regarde vers l'Etat, il analyse l'histoire de France. Mais il n'a jamais pu écrire sur la France un livre aussi puissant et aussi systématique que *Le Capital* parce que son système marche pour l'Angleterre, et pas pour la France. Il y a, pour Marx, une énigme française qui tient à la précocité du culturel et du politique sur l'économique. La France fait la Révolution française dans une économie largement pré-capitaliste, alors que l'Angleterre ne fait pas de révolution démocratique dans une économie capitaliste.

Royaliste : Concluant un de vos livres, vous dites votre nostalgie de la qualité du débat sur la Révolution au 19ème siècle...

F. Furet : En effet. Par rapport à la qualité philosophique, conceptuelle, des débats sur la Révolution au 19ème siècle, notre siècle est pauvre. C'est que l'œcuménisme républicain («La Révolution est un bloc») d'il y a cent ans a prétendu

rendre inutile le débat de fond. Par exemple, au début du 20ème siècle, on ne discute plus de la nature du jacobinisme ou des rapports entre le christianisme et la démocratie, mais sur Robespierre et Danton. A cette époque, celle d'Aulard et de Mathiez, l'érudition progresse mais l'histoire de la Révolution perd en richesse parce qu'on suppose pouvoir la lire de façon homogène et claire. Le schéma est celui d'une poussée de la démocratie de 1789 à 1793, qui trouverait bizarrement son point d'aboutissement avec la dictature robespierriste, puis un recul bourgeois se terminant avec Bonaparte. Ce schéma très pauvre a dominé pendant plus d'un demi-siècle.

Aujourd'hui, on redécouvre les questions fondamentales posées au 19ème siècle et le débat s'en trouve renouvelé. D'autre part, l'analyse est devenue plus sereine puisqu'il n'y a plus de débat entre partisans et adversaires de la Révolution. Sa grandeur et ses aspects terribles peuvent donc faire l'objet d'un inventaire critique sans s'inscrire dans un débat politique. Personne ne met plus en cause 1789, et ce n'est pas à vous que je l'expliquerai puisque votre tentative est de réconcilier le royalisme et la liberté. Reste une crispation communiste sur l'héritage jacobin, mais elle disparaît progressivement faute de combattants. Les conditions sont donc réunies pour traiter de façon ouverte, réellement historique, l'héritage français de la fin du 18ème siècle.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

Bibliographie

Ouvrages de François Furet :

- «La gauche et la Révolution au milieu du 19ème siècle», Ed. Hachette, prix franco : 128 F.
- «Marx et la Révolution française», Ed. Flammarion, franco : 109 F.
- «L'Atelier de l'Histoire», Ed. Flammarion. Prix franco : 94 F.

— «Penser la Révolution française», Folio, prix franco : 33 F.

En collaboration :

- «Terrorisme et démocratie», Fayard, prix franco : 78 F.
- N°2 de «Passé Présent» consacré à la Terreur. Prix franco : 89 F.

Lorelei

De Bouddha à Wotan

L'Allemagne est «un pays d'essence tragique amoureux de son propre mal». Avec une ironie qui masque son angoisse, Alexandre Vialatte a décrit sa descente aux enfers.

Qu'on ne se méprenne pas. Aussi cruel soit-il dans ses observations, Alexandre Vialatte n'a rien du germanophile. Amoureux de la littérature allemande, fasciné par le pays, c'est avec enthousiasme qu'il accepta de s'installer à Mayence en 1922, pour collaborer à la «Revue Rhénane» qui œuvrait au rapprochement franco-allemand. Mais ce qu'il voit l'exaspère et ce qu'il pressent l'inquiète. L'Allemagne battue et cahotique, carnavalesque et ordonnée, bucolique et travailleuse, est en proie à des vertiges qui l'entraînent à nouveau vers le néant.

kirs de Königsberg, chargés par le subconscient de procéder à des expériences de lévitation sur les tables des cafés à la mode, doivent cesser leur commerce à neuf heures par ordre de la police». Le cours de la banane s'effondre mais l'Allemagne travaille avec un acharnement méthodique, éblouie d'elle-même, et attendrie par sa propre ferveur démocratique. Alors que l'Europe s'émerveille de cet élève si doué, Vialatte décèle, sous la ferveur bien-pensante, le bluff, le factice, le faux-semblant. Weimar, c'est Tarascon, et l'Allemagne cultive en secret sa névrose. Déjà, elle cherche des hommes nou-



D'une apocalypse à l'autre, la tragédie se joue en plusieurs actes. Dès le lever de rideau, Spengler entonne le chant funèbre du déclin de l'Occident. Pour fuir l'inéluctable, les esprits éclairés se précipitent vers l'Asie, dont la mode submerge l'Allemagne des années vingt. Sur la scène, voici les rats sacrés de l'Inde, les films d'hiver chinois tibétains, les intellectuels qui dissertent sur l'érotisme de la Kabbale et sur la dernière édition du Pantschakyana-Wartikka. A Königsberg, le prix de la banane augmente de 300% par heure. L'Allemagne, hallucinée est partie à la recherche de nouveaux mythes d'origine...

Le second acte est plus paisible. La mode asiatique reflue et «les fa-

veaux et retourne à ses mythes païens.

Le dénouement intervient, comme il se doit, au troisième acte, apocalyptique au deux sens du mot : l'Allemagne se révèle à elle-même et sombre dans une catastrophe sans nom. Sur la scène, on projette des films francophobes tandis que derrière l'écran **Reichwerh noire** et **Sainte Vehme** assassinent les démocrates pacifistes. Le racisme s'affirme, le nationalisme s'étale, préparés par le culte de la nature et nourris de références païennes : nuits de Walpurgis, Niebelungen et tout le tremblement. Voici l'Allemagne hystérique, «gonflée de mythes comme un furoncle de sanie».

Hitler, qui en est le produit, la saisit d'un coup, tout entière : «... le fétiche définitif, celui a détrôné les autres, qui les combine et les résume, c'est la croix gammée de Hitler, la svastika, qui vient des Indes comme la plupart des vents mystiques qui ont soufflé sur l'Allemagne, bien qu'elle prêche un «dynamisme» tout opposé à la passivité de l'Orient. La svastika des hitlériens, symbole de la ruée «aryenne», se recommande des mêmes origines que les emblèmes des sociétés mystiques et des sociétés militaires qui assouissaient autrefois le besoin de mystère et l'appétit de bataille des excités. Elle sent à la fois la Sainte Vehme (...) le club des joueurs de quilles et le congrès spirite. Ce triple caractère a causé son succès».

Lucide en tout points, Vialatte ne sera pas compris en France et publiera de trop rares articles après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Il reviendra en Allemagne avec l'armée française, parcourant les décombres, recueillant les réflexions - atroces dans leur banalité - des gens qui n'ont rien fait, rien vu, rien entendu, et qui se gardent de juger parce qu'ils ne font pas de politique. Il assistera au procès des bourreaux de Belsen, fonctionnaires scrupuleux qui ne se sentent pas responsables de leurs atrocités.

Rien d'étonnant à ce que les derniers articles de Vialatte soient pessimistes. Pour lui, l'Allemagne continue d'écouter la Lorelei, sirène fascinante et maléfique. En 1949, des Allemands bâtissent, près de Stuttgart, un monastère bouddhique. Eternel retour... Qu'aurait-il dit de la bande à Baader et des «Verts» ? Sans doute que l'Allemagne d'aujourd'hui, toujours en quête de pureté originelle, n'en a pas fini avec le tragique.

B. LA RICHARDAIS

Alexandre Vialatte - Bananes de Königsberg - Ed. Julliard. Prix franco : 110 F.

Philosophie

Martin Hybler

Un jeune philosophe tchèque, réfugié en France, va animer un séminaire sur «les modèles de l'histoire européenne» au Collège de Philosophie. Docteur en philosophie, Martin Hybler a exercé comme psychiatre en Tchécoslovaquie avant d'être licencié pour sa participation au mouvement pour les droits de l'homme (Charte 77). Membre du VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies), il a été contraint de s'exiler dans notre pays, où il a obtenu un diplôme d'études supérieures de psychologie.

Elève du grand philosophe tchèque Jan Patočka, Martin Hybler vient d'ouvrir, au Collège de Philosophie, un séminaire consacré aux modèles de l'histoire européenne. Pour lui, la philosophie contemporaine produit des modèles qui la coupent de la réalité et l'enfoncent dans une situation sans issue. Il s'agit donc de construire des modèles nouveaux, pluralistes, étrangers à la volonté de domination, reconnaissant l'actuelle misère de la philosophie, mais tendant à répondre à la perte d'identité historique qui affecte aujourd'hui l'Europe.

Le programme du séminaire traduit bien son intention :

- le concept du modèle de l'histoire européenne (7 mars),
- le souci de l'âme comme noyau de l'histoire européenne (21 mars, 7 avril),
- l'histoire européenne en tant qu'identité et communication (25 avril et 9 mai),
- la fondation européenne (23 mai),
- la géométrie élémentaire des situations historiques (6 juin).

Les séances ont lieu à 16 heures, dans la salle de réunion du collège de philosophie, 1, rue Descartes 75005 Paris.

B.L.

Martin Hybler avait apporté une importante contribution au numéro de «Cité» consacré aux dissidents. Ce numéro (N°9) est toujours disponible. Prix franco : 35 F.

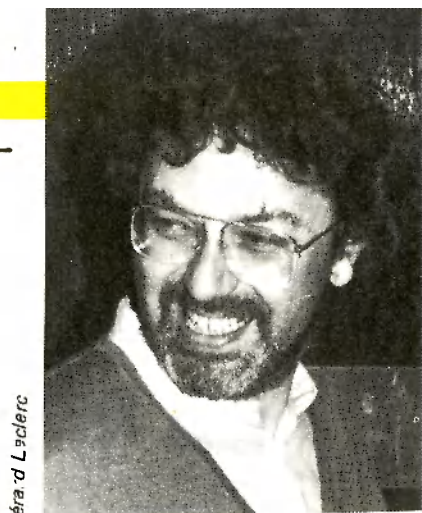
Cité

Vient de paraître

n° 12

35 F Franco

La crise des années soixante



Gérard Leclerc

La rédaction d'un livre en voie d'achèvement sur les grandes controverses de l'Eglise catholique après le concile Vatican II m'a contraint à réfléchir à ce qui s'était passé dans nos sociétés au cours des années soixante. Il n'est pas nécessaire d'être sociologue très savant pour constater, en effet, qu'il s'est produit alors une série de changements dans les comportements, sans doute préparés depuis longtemps déjà, mais atteignant alors un degré sensible ou critique. Mon point de vue privilégié était l'étude de la crise vécue par l'Eglise catholique - elle n'était pas la seule touchée au sein même du monde religieux - mais celui-ci m'amènerait nécessairement à me tourner vers les sociologues pour leur demander leur éclairage. Il n'est pas évident que cette crise tenait à des raisons uniquement religieuses. Même si, à la suite de Vatican II, des courants de pensée déstabilisateurs avaient pu s'infiltrer en théologie et troubler les convictions et les conduites, il n'était nullement évident qu'à eux seuls ils auraient été déterminants, du moins pour expliquer certains phénomènes. Mais en même temps, la crise religieuse constituait une des génératrices essentielles de la modification de certains attitudes, notamment devant la vie.

Il vaut mieux partir des faits pour comprendre les difficultés d'interprétation qu'ils suscitent. Ainsi, au lendemain de 1968, les évêques de France ont dû affronter une révolte du jeune clergé qui dans certains diocèses fut dramatique. A propos du diocèse de Dijon, le cardinal Decourtray a pu écrire qu'il s'agissait de plus grave crise enregistrée depuis la Révolution française. La quasi totalité des prêtres de moins de quarante ans ont alors quitté leur ministère. Ce phénomène majeur reste largement tabou, il n'a pas encore, à ma connaissance, provoqué d'étude sérieuse. Il est même difficile d'accéder aux chiffres.

MAI 68, CATALYSEUR DE LA RÉVOLTE DU JEUNE CLERGÉ

Ce n'est pas Vatican II qui a provoqué cette crise. Il est patent que les Pères conciliaires n'ont pas eu à s'inquiéter de turbulences particulières dans le clergé. Sans doute, l'aggiornamento pouvait-il provoquer quelques remises en cause, mais les textes qui concernent les prêtres dans le corpus de Vatican II étaient plutôt une incitation à un ressourcement à la grande Tradition, nullement une invitation à la contestation du sacerdoce. Non, c'est vraiment Mai 1968 qui opéra comme catalyseur de ce qu'il faut bien appeler une révolte. Les jeunes prêtres refusent leur statut de clerc mis à part du corps social. Leur célibat leur est insupportable. Ils estiment que ne pas exercer un rôle social utile, une profession, constitue une aliénation incompatible avec leur épanouissement humain. Nous sommes à mille lieues de Vatican II.

Ce qui sur le moment contribua à brouiller la compréhension de cette période douloureuse fut le langage de style gauchiste ou révolutionnaire qui était brandi par les porte-paroles de la révolte. L'Eglise y était dénoncée comme garante du désordre établi et des situations d'injustice contre lesquels le grand mouvement de Mai 68 s'était dressé. On voyait mal que les contestataires étaient tout près de se rallier à la société qu'ils dénonçaient si féroce, parce qu'ils brûlaient de s'y retrouver partenaires d'une course à la puissance, aux satisfactions de tous ordres qu'elle dispensait et en particulier à sa culture. Les sciences humaines seraient mieux à même de structurer une personnalité et d'aider à son équilibre interne que l'écriture sainte, la théologie, la prière et la direction spirituelle.

Je laisse de côté ici les débats intérieurs. Je constate simplement une intégration sociale à un mouvement qui se généralise alors. Les clercs, en termes sociologiques, désertent la grande institution fondée sur un système de sens au profit de la société post moderne qui ne reconnaît de valeur qu'individuelle. L'analyse de Lipovetsky est la-dessus décisive: «La société post moderne dissémine les critères du vrai et de l'art, légi-

time l'affirmation de l'identité personnelle conformément aux valeurs d'une société personnalisée ou l'important est d'être soi-même, où n'importe quoi, dès lors, a droit de cité et de reconnaissance sociale, ou plus rien ne doit s'imposer impérativement et durablement, où toutes les options, tous les niveaux peuvent cohabiter sans contradiction ni relégation». C'est toute la société qui est engagée dans un processus démocratique-individualiste-libéral qui paraît irrépressible et qu'avant même de juger il faut comprendre. Fondamentalement, il s'agit en effet d'un phénomène de libération et d'autonomisation des individus. Paul Yonnet a démontré avec pertinence que la civilisation de la consommation et des masses constitue une émancipation de l'acteur social: «Loin de démontrer un effondrement de la conscience et de la portée des actes individuels, la massification suppose tout à la fois une conscientisation des individus et la démultiplication de capacités d'interventions directes jamais entrevues, en étendue comme en niveau, par le passé».

Mais ce processus d'émancipation a son revers. Il débouche sur ce que Lipovetsky a appelé l'ère du vide, celle de la désintégration de toutes les normes, des significations universelles au risque d'annihiler la conscience sociale, de relativiser les valeurs et de perdre le sens de l'avenir à perpétuer et à garantir. La crise des valeurs correspond également au début de la grande décélération démographique qui rend d'ores et déjà problématique la survie de pays comme l'Allemagne. On sait que Pierre Chaunu trouve là son terrain d'élection et on est bien obligé de lui prêter attention alors que les tendances statistiques ne cessent de confirmer ses plus sombres prévisions.

LA TRAHISON DES CLERCS A L'ORIGINE DE LA CRISE DÉMOGRAPHIQUE ?

Pour Chaunu l'élément le plus caractéristique de la crise des valeurs est l'effondrement non seulement de la pratique religieuse mais plus encore de la foi en la vie éternelle: «C'est entre 1964 et 1969 que se produit en France - en France plus brutalement mais partout en Europe et en Amérique - la rupture la plus importante. En un mot, 200 millions d'hommes ont, en dix ans, perdu tout savoir sur ce qui donne sens à la vie. Ils ont vraiment quitté toute espérance ou plutôt l'espérance les a abandonnés... Dans le même temps, la pratique religieuse a baissé de bien plus de moitié et la fécondité dans la même proportion.» Pour Chaunu, il n'y a aucun doute que c'est la trahison des clercs qui ont préféré le discours politique à la prédication des fins dernières qui est à l'origine de la crise démographique.

Sans doute y aurait-il lieu de se référer à une analyse plurielle, à l'exemple de Max Weber, pour comprendre l'ensemble des coordonnées d'un phénomène que l'on ne peut arbitrairement réduire à une seule de ses causes. Mais, on ne peut évacuer si aisément la série causale qui met directement en relation l'espérance dans l'au-delà et la confiance en l'avenir. Il est possible d'étudier les mêmes phénomènes en suivant le processus de sécularisation étudié par Marcel Gauchet. Il s'harmonise très bien avec le point de vue toquevillien de Gilles Lipovetsky. Mais on ne pourra rien contre le fait que la sécularisation qui s'applique à une société chrétienne est forcément d'une nature particulière. C'est le christianisme qui est à l'origine du mouvement d'émancipation démocratique et individualiste. Mais au terme, il n'est pas englouti par ce qu'il a déchaîné. Il demeure comme conscience de l'Occident. Sa suppression ne saurait être que le meurtre dont Nietzsche a parlé et qui continue à peser sur son destin.

Gérard LECLERC

Gilles Lipovetsky - *L'ère du vide* - Gallimard.
Paul Yonnet - *Jeux, modes et masses* - (cf. l'article de Yves Landevennec dans le précédent numéro de «Royaliste»).

Pierre Chaunu - *L'historien en cet instant* - Hachette.

Mauvais œil

La goutte d'or

Avec «La Goutte d'Or», Michel Tournier, ce passionné de photographie, nous offre une belle méditation sur le rôle de l'image, à travers les pérégrinations d'un jeune travailleur immigré.

Michel Tournier est l'un des quelques écrivains français contemporains connus à l'étranger. Sans doute parce que les thèmes qui charpentent son œuvre ont une puissance universelle : présence des mythes, jeu du double, quête initiatique. Son dernier ouvrage prolonge ces préoccupations.

La Goutte d'Or, avant d'être le quartier arabe de Paris, c'est le bijou qu'emporte, puis que perd, Idriss, dans sa fuite du Sahara vers la France, une forme non figurative comme le veut l'Islam, fondé sur le refus de l'image. Le petit oasisien naïf va vivre la difficile expérience de l'immigré en terre et culture étrangère, avec toutes les aliénations qui en découlent, dont la plus insupportable et la plus énigmatique pour un musulman : la domination et le culte des images.

Idriss a quitté son Maghreb parce qu'une touriste l'a photographié et que la promesse de recevoir le cliché n'a jamais été réalisée. Un visage retenu sur une pellicule que l'on ne possède pas, c'est un peu de son âme que l'on perd. Le «mauvais œil» ne cessera de poursuivre Idriss au long de sa quête impossible de la photo égarée. A Béchar, il découvre dans un musée, une représentation de son oasis, en laquelle il a du mal à reconnaître la réalité. Sentiment identique à Marseille, lorsqu'une agence de vo-

yage lui vante par affiche son pays natal. Entre l'objet et sa figuration, entre la vie et sa transcription, il y a divorce. Quand le second terme prédomine, quand il finit par effacer le premier, on approche la perversion de l'Occident : la multiplication des images et leur surnoise dictature. Elles offrent une substitution à la vraie vie et génèrent toujours la frustration : cinémas de Barbès, peep-shows de la rue St-Denis, parcours obligé de l'immigré. Pour gagner sa vie, Idriss va «figurer» dans une annonce publicitaire pour la boisson «Oasis» et jusqu'à servir de modèle pour le moulage de mannequins. Il descendra au plus bas pour échapper finalement à l'emprise de l'image par la calligraphie, que lui enseigne un grand maître arabe.

Le roman de Tournier nous suggère ce que la pensée musulmane peut apporter aux sociétés européennes et à leurs maladies : non pas une ferveur iconoclaste qui tendrait au fanatisme, mais les moyens de transformer notre rapport à l'image, d'assurer notre maîtrise sur cette dernière par le signe libérateur.

Corinne TOLLEMER

Michel Tournier -La Goutte d'Or- Ed. Gallimard. Prix franco : 94 F.



«Echapper à l'emprise de l'image par la calligraphie»

Pamphlet

La fête des anes

René Rougerie, éditeur limousin, qui fut le découvreur de tant de poètes et d'écrivains, publie un livre qui porte sa signature et émet des idées bien anticonformistes sur le monde de l'édition et le livre en général.

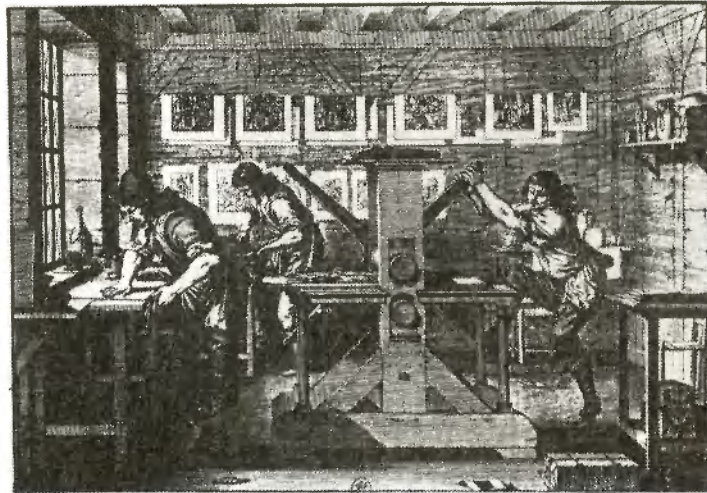
Tout a commencé en 1985, lorsque Rougerie décida de ne pas participer à la Fête du Livre de Limoges : «Lire à Limoges» pour ne pas aligner son stand à côté de ceux d'éditeurs de littérature de gare. Il y eut immédiatement des réactions dans le microcosme limousin, qui s'élargit bientôt à la France entière. La rigueur de Rougerie ne lui procure pas que des amis...

Alors Rougerie a pris sa plus belle plume, a préparé son superbe atelier typographique, et a répondu avec fougue dans un livre qui a pour titre «La Fête des Anes ou la mise à mort du livre». Il y dénonce le «livre spectacle», l'univers du best-seller. La logique capitaliste s'oppose à la tradition littéraire, il faut faire de l'argent,

l'exemple de leurs aînées dans ce domaine.

Dans une seconde partie, Rougerie aborde le problème des petits éditeurs, de l'édition en général. Toujours une même logique : celle de la productivité et du rendement. Aujourd'hui, il faut amortir des machines modernes et coûteuses et le souci de la rentabilité interdit les tout petits tirages. Dès lors, finie l'édition de poètes encore inconnus, dont les tirages ne dépassent guère 250 ou 500 exemplaires. Seuls les grands classiques ont le droit de cité.

Il est vrai que certains éditeurs-artisans ont encore le courage d'éditer de la poésie, Rougerie étant de ceux-là. Et il a raison de parler de lui, de la



L'amour de l'impression traditionnelle

et pour en faire, il faut vendre vite, et beaucoup. Cela implique qu'on publie à peu près n'importe quoi, et que seuls les «grands» éditeurs s'en sortent. Les «fêtes», «salons» ou «foires» n'étant souvent que les reflets de cette littérature artificielle qu'il conviendrait de baptiser une fois pour toute «sous-littérature».

Rougerie analyse la relation communication audiovisuelle-livre : il faut dire qu'elle est bien décevante ! Désormais les radios ont leur prix littéraire, et leurs écrivains maison et les radios locales privées ont suivi

création de ses éditions. De son amour de l'impression traditionnelle, sur ce papier si doux à caresser (on coupe encore avec bonheur les pages des livres de Rougerie !).

Un cri d'alarme donc, que ce livre. Mais, comme s'inquiète Rougerie, : «... malgré des réactions très positives, serons-nous vraiment entendus ?». Je l'espère.

Laurent BOURDELAS

«La Fête des Anes ou la mise à mort du livre», illustration de J.-M. Mathé, par/chez Rougerie. Prix franco : 84 F.

Législatives

“L’Anjou, vitrine de la Nouvelle Action Royaliste“

«L'Anjou vitrine de la Nouvelle Action Royaliste», c'est en ces termes que le journal «La Nouvelle République» présentait le 3 février dernier notre liste pour les législatives en Maine-et-Loire.

Et c'est vrai !

Nos lecteurs habituels savent en effet que le coût financier des élections nous a contraint à ne présenter qu'une seule liste sous nos propres couleurs, et que c'est dans le Maine-et-Loire que nous menons cette campagne électorale.

C'est d'une manière très satisfaisante que les médias ont annoncé notre liste et continuent à répercuter notre campagne, lui donnant une audience que nous ne pouvions espérer atteindre avec nos seuls moyens.

C'est ainsi que FR3 le 18/2 au cours d'un reportage pour le journal télévisé national a suivi Bertrand Renouvin en train de discuter avec les commerçants sur un marché d'Angers (à la grande surprise de nombreux lecteurs de «Royaliste») qui nous ont immédiatement téléphoné, enchantés).

Outre l'aspect «vitrine», cette campagne a une seconde utilité, plus locale, mais importante quand même : pour la première fois notre mouvement qui est bien implanté à Angers-ville, va pouvoir étendre sa

propagande à tout le département
et nous faire connaître de près d'un
demi-million d'électeurs.

Pour bien réussir cela, il faut donner à nos amis angevins les moyens matériels dont ils ont besoin et nous comptons sur nos lecteurs pour cela. Au risque de nous répéter, rappelons les encore une fois :

— une aide financière pour rassembler les 15 millions de centimes nécessaires pour cette campagne.

- une aide **physique** pour venir participer aux activités de propagande.

POUR LES AIDER

Contact avec Nicolas LUCAS, délégué régional. Tél. : 41.48.95.03.
avec Xavier PERRODEAU, délégué départemental. Tél. : 41.48.61.54.

Aide financière. Chèque à l'ordre de Xavier Perrodeau, à adresser à NAR - B.P. 253 - 49002 Angers Cedex.

mercredis de la n.a.r.

A Paris chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, 1er arrdt, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

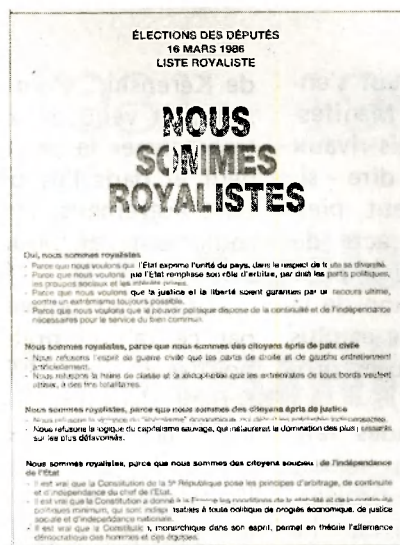
Mercredi 26 février. Dans le domaine culturel les années 60 sont aujourd'hui considérées comme un tournant. **Gérard LECLERC** examinera sa nature et sa portée, notamment sous l'angle de la transformation des valeurs.

Mercredi 5 mars. Auteur de nombreux ouvrages qui forment déjà une œuvre, **Michel SERRES** est assurément parmi les philosophes de notre temps, l'un des plus significatifs. On a pu constater d'autre part lors de récents passages à la radio que c'était un «diseur» plein de verve. Il nous présentera son dernier li-

vre, **Les cinq sens**, pour lequel il a reçu en 1985, le prix Médicis de l'essai.

Mercredi 12 mars. Il était une fois... l'enfance d'un roi : **Petit Louis, dit XIV** nous raconte non seulement la naissance et les premières années du Roi-Soleil, mais aussi nous donne l'ambiance d'une époque. Son auteur, **Claude DUNETON**, pour qui Bernard Pivot ne tarissait pas d'éloges dans un récent «Apostrophes», viendra la restituer pour nous.

Mercredi 19 mars. François FURET est l'un des historiens français qui a le plus contribué à remettre en cause la vision «marxiste» de la révolution française. Cela n'a pas été sans polémiques et débats difficiles. Pourtant François Furet regrette la qualité des débats sur la Révolution française qui agiterent le 19^{ème} siècle. L'entretien que F. Furet accorde à «Royaliste» dans ce numéro constitue une bonne introduction à la conférence qu'il viendra faire dans nos locaux.



Cité n° 12 est paru



Sommaire

EDITORIAL	Philippe CAILLEUX	page 1
ENTRETIEN		
Avec Marcel GAUCHET	Philippe CAILLEUX et Bertrand RENOUVIN	page 3
ECONOMIE POLITIQUE		
La main invisible et l'indétermination de la totalisation sociale (De la contagion dans les affaires humaines)	Jean-Pierre DUPUY	page 19
CHEMINS DU MONDE		
Vertus et limites du déséquilibre	Yves LA MARCK	page 40
Un regard sur l'Allemagne	B. LA RICHARDAIS	page 45
REVERIES		
Les complices	Rémy TALBOT	page 50
CHRONIQUE		
Une histoire moderne	Martin HYBLER	page 59

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à «CITÉ»
17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom/Adresse :

/ / S'abonne à «Cité» pour 1 an (4 numéros) 125 F

/ / S'abonne à «Cité» pour 2 ans (8 numéros) 235 F

/ / Commande le numéro 12 de «Cité» 35 F franco

Règlement à l'ordre de «CITÉ», CCP Paris 23 982 63 N.

La politique n'est plus ce qu'elle était



Morne campagne. Pourquoi s'ennuie-t-on à ce point ? Manifestement, les grands partis rivaux n'ont rien à se dire, ni à nous dire - sinon de voter pour eux. On peut, bien sûr, se contenter de prendre acte de l'épuisement du discours politique, pour en tirer l'habituelle condamnation de la classe politique. Il est plus juste et plus utile de s'interroger sur les causes profondes de cette situation inédite.

Habités au heurt des grandes religions politiques, à l'affrontement «classe contre classe» et «projet contre projet», nous assistons aujourd'hui à une bataille verbale, à une rivalité ardente mais dépourvue de vraie passion entre équipes et, surtout, entre futurs candidats à l'élection présidentielle. Il y a évidemment un enjeu politique capital, mais il concerne le pouvoir suprême - les gains et les pertes en sièges s'inscrivant dans des stratégies personnelles à plus longue échéance. Cette «présidentialisation» du scrutin de mars ne devrait pas empêcher, bien au contraire, un débat de nature idéologique. Or celui-ci n'a pas lieu. Cet événement majeur ne peut s'expliquer seulement par le consensus implicite qui a été maintes fois souligné. Pour tenter de comprendre ce qui se passe, il faut jeter un coup d'œil sur notre arrière plan politique.

QUELLE REVOLUTION TRANQUILLE ?

Les hommes, dit-on, font leur propre histoire mais ils ne savent pas laquelle. Sans nier le moins du monde la portée des réformes réalisées, force est de constater que les véritables révolutions intervenues depuis 1981 ne sont pas celles qu'attendaient ou redoutaient les protagonistes. A droite, la victoire de François Mitterrand évoquait le Front populaire - les occupations d'usines, le communisme menaçant face auquel le nouveau Président faisait figure

de Kérenski... Pour la gauche le moment semblait venu de «changer la vie» et de transformer la politique même. Dans la peur et dans l'espoir, la révolution s'est faite autrement, tranquille dans son déroulement, et pourtant rapide et radicale.

Admis au gouvernement, et devenu par ce fait complice malheureux d'une politique pour lui inacceptable, puis tombé dans une opposition rageuse et inefficace, le Parti communiste n'a cessé de perdre des plumes, à tel point que l'anticommunisme, dans notre pays, est devenu inutile. Nul doute que le parti de Georges Marchais était en crise profonde avant 1981. Mais ces cinq dernières années ont précipité un déclin inéluctable et, surtout, l'ont rendu évident aux yeux de tous.

L'image du socialisme s'est, elle aussi, complètement transformée. Autrefois présenté comme force subversive, se concevant lui-même comme agent de transformations décisives, le Parti socialiste s'est banalisé et son candidat s'est comporté autrement que prévu. D'une part, François Mitterrand s'est révélé bon et loyal serviteur de la Vème République et a inscrit son action diplomatique dans la meilleure tradition de notre pays. D'autre part, le Parti socialiste a épuisé ses ressources doctrinales, soit par réalisation de ses vœux (les nationalisations, la décentralisation), soit par impossibilité de les réaliser (la laïcité, la rupture avec le capitalisme). D'où son malaise. Au divorce entre ce qu'il dit et ce qu'il fait - ou accepte - s'ajoute une contradiction profonde entre lui-même et lui-même : il se voit comme le parti socialiste classique qu'il a été, alors qu'il devient un parti-machine de type social-démocrate, regardé comme tel par les électeurs. Il a cessé d'effrayer, mais n'incarne plus l'espérance.

Face à ce bouleversement des données, la droite se trouve fort dépourvue. L'effacement du Parti communiste et la transformation du Parti socialiste la privent de ses deux meilleurs arguments, en

forme d'épouvantails. Sans doute a-t-elle versé dans l'idéologie, en guise de compensation. Mais ce n'est qu'un vernis, qui s'écaille à mesure qu'elle se rapproche du pouvoir. La prudence de sa «plateforme» contraste singulièrement avec les outrances de ces dernières années, et nul ne peut jurer qu'elle tiendra en tous points ce qu'elle promet.

UN ETRANGE BILAN

La Révolution majuscule ne s'est pas faite, la Contre-Révolution ultra-libérale n'aura pas lieu. Les tendances profondes indiquent un apaisement de notre vie politique par extinction de nos grandes querelles, par épuisement des thèmes les plus passionnels de notre histoire récente. Un bi-partisme pourrait en découler à moyen terme, malgré la renaissance d'une droite extrême et l'existence de deux familles sensiblement différentes à droite...

Nous n'en sommes pas là, je m'empresse de le souligner. L'après-mars risque d'ouvrir une crise grave, qui mettrait en péril les institutions sans toutefois recréer les camps traditionnels : c'est une partie de la droite qui refuse aujourd'hui la logique gaullienne, que la gauche a reprise à son compte.

Tel est l'étrange «bilan» politique de la législature. Ni la droite ni la gauche ne l'avaient imaginé ainsi, même si la victoire de cette dernière a accéléré nombre d'évolutions, y compris en elle-même. On comprend, dans ces conditions, que les protagonistes évitent les débats de fond, et ceci d'autant plus qu'il est désormais impossible d'insérer le changement social dans un programme. Sur ce terrain incertain, la volonté de puissance peut seule s'affirmer sans complexe. Quelles qu'en soient les conséquences.

Bertrand RENOUVIN